

# Aides à l'insertion par l'activité

☐ « Tremplin d'insertion par l'activité pour les aînés (T.I.A.P.A.) »

☐ « Tremplin d'accès à l'insertion professionnelle par l'activité (T.A.I.A.) »

Cadre réservé à l'administration

Intervention n° .....

Convention n° .....

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;  
Vu les articles LP. 5261-1 et suivants du code du travail ;  
Vu l'article LP. 5261-6 du code du travail relatif à l'encadrement du PIAC par une convention d'objectifs et de moyens conclu entre l'organisme d'accueil et la Polynésie française ;  
Vu les articles A. 5261-1 et suivants du code du travail.

**ENTRE :** La Polynésie française, pour le compte du Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (SEFI), représenté par son chef de service,

**d'une part,**

**ET :**

☐ M. ☐ Mme Nom : ..... Prénom(s) : .....  
DN : ..... Né(e) le : ..... / ..... / ..... à : .....  
Adresse géographique : .....  
BP : ..... Code postal : ..... Commune : .....  
Tél. domicile : ..... Mobile : .....

ci-après désigné(e) le **stagiaire**,

**ET :**

Dénomination de l'organisme d'accueil : .....  
Forme juridique : ..... Numéro T.A.H.I.T.I. : ..... RC : .....  
Activité principale : .....  
Adresse géographique : .....  
Représentant légal (nom, prénom, fonction) : .....

ci-après désigné(e) l'**organisme d'accueil**,

**d'autre part,**

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention régie par les articles LP. 5261-1 et suivants et les articles A. 5261-1 et suivants du code du travail, précise les engagements de chaque partie et les modalités de versement de l'indemnité à la charge de la Polynésie française.

## ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DES PARTIES

- 1) La Polynésie française :
- Affecte le stagiaire sur le dispositif comme défini à l'article 3 de la présente convention ;
  - Verse au stagiaire une indemnité mensuelle dont le montant est fixé par les articles A. 5262-7 et A. 5262-8 du code du travail. Cette indemnité est réduite au prorata du temps d'activité effectif indiqué sur les comptes rendus de présence et d'activité du stagiaire (à l'exclusion des jours d'absence médicalement justifiés). Les versements seront effectués sur le compte bancaire au nom du stagiaire.

- 2) L'organisme d'accueil :
- Déclare ne pas avoir de parenté avec le stagiaire (conjoint, concubin, frère, sœur, ascendant ou descendant) ;
  - Accueille et forme exclusivement le stagiaire sur la fonction définie à l'article 3 de la présente convention. Toute utilisation du stagiaire pour des activités non prévues par la convention ou en dehors des horaires indiqués est interdite ;
  - Dispose d'une assurance responsabilité civile professionnelle ;
  - Désigne un tuteur chargé d'accompagner le stagiaire dans sa formation pratique et veille au respect des termes de la convention, dans le cas où l'organisme d'accueil est une association dont l'activité principale est l'insertion sociale et professionnelle :

Pour les associations uniquement :

Nom du tuteur : ..... Prénom du tuteur : .....

Intitulé du poste du tuteur : .....

Durée de l'ancienneté du tuteur dans l'organisme d'accueil : .....

**Qualifications nécessaires du tuteur de stage :**

- ☐ Ancienneté d'au moins deux (2) ans sur l'une des missions du PIAC  
☐ Intitulé du « titre » ou du « diplôme » en relation avec les missions du PIAC (si ancienneté de moins de deux (2) ans) :

- Est responsable de l'encadrement du stagiaire et de ses conditions d'activités, notamment en matière de santé et de sécurité définies par la partie IV du code du travail ;
- Adresse au service en charge de l'emploi les comptes rendus de présence et d'activité, signés par le responsable de l'organisme d'accueil et le stagiaire, dans les cinq (5) jours du mois échu, et le cas échéant, les arrêts de travail médicalement constatés ;
- Informe le service en charge de l'emploi dans un délai de cinq (5) jours, si le stagiaire cesse son activité ;
- S'engage à remplir en ligne l'évaluation du stagiaire directement à l'issue du stage (lien : <https://www.mes-demarches.gov.pf/commencer/sefi-bilan-final-d-evaluation-de-stage-mae> ) ;

- Déclare sincères les renseignements fournis lors de la constitution du dossier. Toute fausse déclaration peut conduire à la résiliation de la convention et à une peine de trois (3) ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amendes, soit 5 363 550 F CFP, conformément à l'article 441-1 du code pénal.

Par la signature de la présente convention, l'organisme d'accueil reconnaît avoir pris connaissance des dispositions réglementaires relatives aux aides à l'insertion par l'activité, et accepte que les agents du service en charge de l'emploi effectuent un contrôle du déroulement du stage sur le lieu d'activité. En cas d'irrégularité constatée, l'administration peut rompre unilatéralement la présente convention de stage et suspendre le versement des indemnités du stagiaire.

### 3) Le stagiaire :

- Déclare ne pas avoir de lien de parenté avec le(s) responsable(s) de l'organisme d'accueil (conjoint, concubin, frère, sœur, ascendant ou descendant) ;
- Suit les règles de l'organisme d'accueil pour la mise en œuvre de l'activité définie à l'article 3 de la présente convention ;
- Participe assidûment à l'activité définie à l'article 3 ci-après. Toute participation à des activités non prévues par la convention est interdite ;
- Informe le service en charge de l'emploi en cas d'arrêt de son activité dans un délai de cinq (5) jours ;
- Déclare sincères les renseignements fournis lors de la constitution du dossier. Toute fausse déclaration peut conduire à la résiliation de la présente convention et à une peine de trois (3) ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amendes, soit 5 363 550 F CFP, conformément à l'article 441-1 du code pénal.

## ARTICLE 3 - DÉTAIL DE L'ACTIVITÉ

L'activité du stagiaire doit lui permettre d'acquérir des compétences dans le domaine décrit ci-après (description du projet et résultats recherchés en termes de compétences) :

Intitulé du poste du stagiaire : .....

Descriptif des missions et tâches confiées au stagiaire : .....

Lieu précis du stage : .....

## ARTICLE 4 – DURÉE DE LA CONVENTION ET DURÉE HEBDOMADAIRE

### Cadre réservé à l'administration

La présente convention est conclue pour une période de 12 mois : du ..... au ..... inclus.

La durée hebdomadaire de 20 heures au sein de l'organisme d'accueil se répartit comme ci-après :

du ..... au ..... : de .....h..... à .....h..... et de .....h..... à .....h.....  
et du ..... au ..... : de .....h..... à .....h..... et de .....h..... à .....h.....

**Toute activité effectuée au-delà de la durée horaire réglementaire est interdite et, en conséquence, ne donne pas lieu à indemnisation. Le stagiaire suit les règles de l'organisme d'accueil dans lequel s'effectue le stage pour ce qui a trait aux durées quotidiennes et hebdomadaires de présence, à la présence de nuit et au repos quotidien, au repos hebdomadaire, aux jours fériés. La durée hebdomadaire ne peut pas dépasser 20 heures.**

Les dérogations prévues aux articles LP. 3211-16 à LP. 3211-23 du code du travail ne sont pas applicables au stagiaire bénéficiaire de ces dispositifs.

## ARTICLE 5 - INDEMNISATION

Une indemnité mensuelle est versée au stagiaire :

### Cadre réservé à l'administration

☐ Stagiaire « T.I.A.P.A. »  
(50 ans jusqu'à l'âge légal de départ à la retraite) :  
90 000 F CFP

☐ Stagiaire « T.A.I.A. »  
» (18 ans à 49 ans) :  
50 000 F CFP

L'indemnité est versée dans les conditions suivantes :

- L'indemnité du premier mois est versée à titre d'avance après conclusion de la convention et du démarrage effectif de l'activité,
- Les indemnités des mois suivants dits "m+1" sont versés en fonction du temps d'activité ou de présence effectif du mois précédent dit "m",
- Le solde des sommes dues au prorata du temps d'activité ou de présence effectif s'impute au plus tard sur le paiement du dernier mois d'activité.

## ARTICLE 6 - ABSENCES

L'arrêt d'activité, quelle qu'en soit la cause, de l'organisme d'accueil pour une durée supérieure à cinq (5) jours ne donne pas lieu à indemnisation.

En cas d'absence médicalement justifiée :

- D'une durée comprise d'un (1) mois à trois (3) mois, la convention sera suspendue. À l'issue de l'arrêt médical, la convention sera poursuivie pour une durée équivalente à la durée de stage non accomplie ;
- D'une durée supérieure à trois (3) mois, la convention sera résiliée.

L'arrêt maladie est à transmettre au service en charge de l'emploi par tous moyens, y compris par télécopie ou par courrier électronique, dans un délai de cinq (5) jours à compter de la date à laquelle l'arrêt maladie a été prescrit.

Toute absence donne lieu à un abattement de 1/30<sup>ème</sup> par jour.

## ARTICLE 7 – RÉILIATION ET SANCTION

La résiliation de la convention de stage ne peut intervenir, que dans les cas suivants :

- Par le service en charge de l'emploi, en cas de non-respect par l'organisme d'accueil ou le stagiaire de leurs obligations respectives ;
- Par l'organisme d'accueil ou le service en charge de l'emploi, en cas d'absence non justifiée du stagiaire pendant sept (7) jours ouvrés consécutifs (le stagiaire est tenu de rembourser le temps de travail non effectué) ;
- Par l'organisme d'accueil, pour cause réelle et sérieuse ;
- Par le stagiaire en cas de non-respect de la convention par l'organisme d'accueil ;
- Par l'organisme d'accueil et le stagiaire, sur accord écrit.

Le service en charge de l'emploi est informé par tous moyens, y compris par télécopie ou courrier électronique, de toute résiliation dans un délai de cinq (5) jours à compter de la date de la décision de résiliation.

## ARTICLE 8 – PROTECTION DE VOS DONNÉES PERSONNELLES

Le Gouvernement de la Polynésie française (le SEFI et l'organisme d'accueil) traite vos données pour la mise en œuvre du dispositif de stage « Aides à l'insertion par l'activité ». Pour en savoir plus sur la gestion de vos données et vos droits, consultez la Notice d'information à destination des usagers (disponible sur le site internet <https://sefi.pf/donnees-personnelles/> - QR code ci-contre - et à l'accueil du SEFI).



**ARTICLE 9 – IMPUTATION BUDGÉTAIRE**

Les dépenses sont imputées sur le budget de la Polynésie française au programme 96702 article 652. Le comptable assignataire de dépense est le Payeur de la Polynésie française.

Rendu exécutoire le : .....

**Le stagiaire**

**L'organisme d'accueil**

**Par délégation,  
le chef du Service de l'emploi,  
de la formation et de l'insertion  
professionnelles**



## **Équipements de protection individuelle (EPI)**

Article A. 4324-1 : « Les équipements de protection individuelle sont appropriés aux risques à prévenir et aux conditions dans lesquelles le travail est effectué. Ces équipements ne sont pas eux-mêmes à l'origine de risques supplémentaires. Ils doivent pouvoir être portés après ajustement, dans des conditions compatibles avec le travail à effectuer et avec les principes de l'ergonomie. »

Article A. 4324-2 : « Les équipements de protection individuelle sont fournis gratuitement par l'employeur qui assure leur bon fonctionnement et leur état hygiénique satisfaisant par les entretiens, réparations et remplacements nécessaires. Les équipements de protection individuelle sont réservés à un usage personnel dans le cadre des activités professionnelles de leur attributaire. Toutefois, si la nature de l'équipement ainsi que les circonstances exigent l'utilisation successive de cet équipement de protection individuelle par plusieurs personnes, les mesures appropriées sont prises pour qu'une telle utilisation ne pose aucun problème de santé ou d'hygiène aux différents utilisateurs. »

Article A. 4324-3 : « L'employeur détermine après consultation du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, les conditions dans lesquelles les équipements de protection individuelle appropriés sont mis à disposition. Il détermine également les conditions d'utilisation, notamment celles concernant la durée du port, en fonction de la gravité du risque, de la fréquence de l'exposition au risque et des caractéristiques du poste de travail de chaque travailleur, et en tenant compte des performances des équipements de protection individuelle en cause. L'employeur prend toutes les dispositions nécessaires pour s'assurer de l'utilisation effective des équipements de protection individuelle dans les conditions qu'il a déterminées. »

Article A. 4324-4 : « Lorsque la protection d'un travailleur ne peut être assurée qu'au moyen d'une ceinture, baudrier ou harnais de sécurité, jamais ce travailleur ne demeure seul. »

### **Liste complète des EPI fournis par l'organisme d'accueil :**

- 1) : .....
- 2) : .....
- 3) : .....
- 4) : .....
- 5) : .....
- 6) : .....
- 7) : .....
- 8) : .....
- 9) : .....
- 10) : .....